

**\*La version française suit**

**FOR IMMEDIATE RELEASE**

**December 13, 2024**

**Advocating for NIHB Program Reform to Better Serve FNMI Peoples and Communities**

**Ottawa, ON** – The Canadian Counselling and Psychotherapy Association (CCPA) has long recognized the critical role of the Non-Insured Health Benefits (NIHB) program in supporting the health and wellness of First Nations and Inuit peoples. However, recent investigations have exposed significant systemic barriers and mismanagement within the program that undermine its purpose and perpetuate harm.

As the national bilingual association for counselling and psychotherapy, we have been steadfast in our advocacy for the reinstatement of Canadian Certified Counsellors (CCCs) under the NIHB program, some of whom are FNMI (First Nations, Métis, and Inuit) practitioners providing culturally competent care. Over the past two decades, we have worked to increase cultural competence among our members, created dedicated FNMI leadership roles within our organization, established FNMI practice standards, and prioritized the Calls to Action of the Truth and Reconciliation Commission. The Indigenous Circle Chapter (ICC), established as part of the CCPA, has spent 20 years advocating for and advancing mental health for FNMI peoples and communities. To see this program fail to provide equitable, culturally safe mental health care to the very communities it was designed to support is not only disappointing—it is unacceptable.

Advocacy efforts by the CCPA and other organizations have consistently called for meaningful reforms to the NIHB program. We have presented evidence-based recommendations through various channels, including support from leading FNMI and governmental bodies such as the Assembly of First Nations (AFN) and the House of Commons Standing Committee on Indigenous and Northern Affairs (INAN), both of which have recommended the reinstatement of Canadian Certified Counsellors (CCCs) under the program. These efforts have also included presentations at the National Summit on Indigenous Mental Wellness, op-eds such as our Hill Times articles, and countless meetings with political leaders, decision-makers, and policymakers. Despite this extensive advocacy and clear endorsements, the federal government has failed to act, reflecting a troubling pattern of systemic neglect that continues to harm the very communities the program is meant to serve.

Programs like Jordan's Principle have demonstrated the transformative power of mandated accountability to address systemic inequities. While Jordan's Principle focuses on First Nations children, its success underscores the need for reforms to the NIHB program that prioritize Indigenous-led solutions and culturally competent care.

The recent findings of the investigation highlight a troubling pattern within the Federal Government—misappropriating funds meant for FNMI-led organizations, marginalizing FNMI voices, and allowing unethical practices to persist within programs designed to support First Nations and Inuit peoples. These actions are not just concerning; they are a direct affront to reconciliation and the rights of FNMI peoples and communities.

We demand immediate action to address these systemic failures. Reinstating Canadian Certified Counsellors (CCCs) under the NIHB program is an essential first step, but it must be part of a broader

strategy for systemic reform. This includes equitable access to care, robust accountability mechanisms, and a commitment to FNMI-led, community-centered solutions.

The time for action is now. The CCPA will continue to work alongside FNMI leaders, mental health professionals, provincial, territorial, and federal decision-makers, and NIHB program stakeholders to advocate for these critical changes and ensure this program fulfills its mandate and truly supports the health and well-being of the communities it serves.

-30-

The Canadian Counselling and Psychotherapy Association (CCPA) is a national bilingual association providing professional counsellors and psychotherapists with access to exclusive educational programs, certification, professional development and direct contact with professional peers and specialty groups. CCPA promotes the profession and its contribution to the mental health and well-being of all Canadians.

**For media interviews on or before December 20th please contact:**

Artur Krzyszton Gomes | [artur@impactcanada.com](mailto:artur@impactcanada.com) | 613-712-2816

## **POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

**13 décembre 2024**

### **Plaidoyer pour une réforme du programme des SSNA afin de mieux servir les peuples et les communautés PNMI**

**Ottawa, ON** – L'Association canadienne de counseling et de psychothérapie (ACCP) reconnaît depuis longtemps le rôle crucial du programme des Services de santé non assurés (SSNA) dans le soutien de la santé et du mieux-être des Premières Nations et des Inuits. Cependant, des enquêtes récentes ont mis en lumière d'importantes lacunes systémiques et une mauvaise gestion au sein du programme, compromettant son objectif et causant des préjudices.

En tant qu'association nationale bilingue de counseling et de psychothérapie, nous avons été fermes dans notre plaidoyer pour la réintégration des Conseillers(ères) canadien(ne)s certifié(e)s (CCC) au sein du programme des SSNA, dont certains sont des praticiens PNMI (Premières Nations, Métis et Inuits) offrant des soins culturellement appropriés. Au cours des deux dernières décennies, nous avons travaillé à renforcer la compétence culturelle de nos membres, créé des rôles de leadership PNMI au sein de notre organisation, établi des normes de pratique pour les PNMI et donné la priorité aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation. La Section du cercle autochtone (SCA), établie dans le cadre de l'ACCP, consacre depuis plus de 20 ans ses efforts à promouvoir et à faire progresser la santé mentale pour les peuples et les communautés PNMI. Voir ce programme échouer à son devoir de fournir des soins de santé mentale équitables et culturellement sécuritaires aux communautés qu'il est censé servir est non seulement décevant, mais inacceptable.

Les efforts de défense des intérêts de l'ACCP et d'autres organisations ont constamment appelé à des réformes significatives du programme des SSNA. Nous avons présenté des recommandations fondées sur des données probantes de différentes manières, y compris le soutien d'organismes PNMI et gouvernemental, tels que l'Assemblée des Premières Nations (APN) et le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord (INAN) de la Chambre des communes, qui ont tous deux recommandé la réintégration des Conseillers(ères) canadien(ne)s certifié(e)s (CCC) dans le programme. Ces efforts ont également inclus des présentations au Sommet national sur le mieux-être mental des Autochtones, des articles d'opinion comme ceux publiés dans le *Hill Times*, et d'innombrables réunions avec les responsables et les chefs en matière de politique. Malgré ce plaidoyer étendu et ces appuis clairs, le gouvernement fédéral n'a pas agi, reflétant un schéma troublant de négligence systémique qui fait en sorte que les communautés vulnérables sont desservies par le programme.

Des programmes comme le Principe de Jordan ont démontré le pouvoir transformateur de la reddition de comptes mandatée pour traiter les inégalités systémiques. Bien que le Principe de Jordan soit axé sur les enfants des Premières Nations, son succès met en évidence la nécessité de réformer le programme des SSNA pour privilégier les solutions proposées par les PNMI et offrir des soins compétents au niveau culturel.

Les conclusions récentes des enquêtes révèlent un schéma inquiétant au sein du gouvernement fédéral détournant des fonds destinés aux organisations dirigées par des PNMI, marginalisant les voix des PNMI et permettant à des pratiques non éthiques de persister dans les programmes conçus pour soutenir les

Premières Nations et les Inuits. Ces actions ne sont pas seulement préoccupantes; elles constituent une attaque directe contre la réconciliation et les droits des peuples et des communautés PNMI.

Nous exigeons une action immédiate pour contrer ces défaillances systémiques. La réintégration des Conseillers(ères) canadien(ne)s certifié(e)s (CCC) au sein du programme des SSNA est une première étape essentielle, mais elle doit s'inscrire dans une stratégie plus large de réforme systémique. Cela inclut un accès équitable aux soins, des mécanismes de reddition de comptes solides et un engagement envers les solutions communautaires proposées par les PNMI.

Le moment d'agir est venu. L'ACCP continuera de collaborer avec les leaders des Premières Nations, des Métis et des Inuits, les professionnels de la santé mentale, les décideurs provinciaux, territoriaux et fédéraux, ainsi que les parties prenantes du programme SSNA pour plaider en faveur de ces changements essentiels. Nous veillerons à ce que ce programme remplisse son mandat et soutienne véritablement la santé et le bien-être des communautés qu'il dessert.

- 30 -

L'Association canadienne de counseling et de psychothérapie (ACCP) est une association nationale bilingue qui offre aux thérapeutes en counseling professionnels et aux psychothérapeutes l'accès à des programmes éducatifs exclusifs, à la certification, au développement professionnel et au contact direct avec des pairs professionnels et des groupes spécialisés. L'ACCP fait la promotion de la profession et de sa contribution à la santé mentale et au bien-être de toutes les Canadiennes et tous les Canadiens.

**Pour les entrevues avec les médias au plus tard le 20 décembre, veuillez communiquer avec :**

Artur Krzyszton Gomes | [artur@impactcanada.com](mailto:artur@impactcanada.com) | 613 712-2816